



CONSEIL D'ÉTAT
section de législation

RAAD VAN STATE
afdeling Wetgeving

avis 79.338/4
du 11 mai 2026

advies 79.338/4
van 11 mei 2026

sur

over

un projet d'arrêté royal
'modifiant certaines
dispositions en matière de
procédure d'évaluation
médicale de l'aptitude au
travail des agents de certains
services publics'

een ontwerp van koninklijk
besluit 'tot wijziging van
bepaalde bepalingen inzake de
procedure voor de medische
evaluatie van de
arbeidsgeschiktheid van de
ambtenaren van sommige
overheidsdiensten'

Le 5 mai 2026, le Conseil d'État, section de législation, a été invité par le Vice-Premier Ministre et Ministre des Affaires sociales et de la Santé publique, chargé de la Lutte contre la pauvreté à communiquer un avis dans un délai de cinq jours ouvrables sur un projet d'arrêté royal 'modifiant certaines dispositions en matière de procédure d'évaluation médicale de l'aptitude au travail des agents de certains services publics'.

Le projet a été examiné par la quatrième chambre le 11 mai 2026. La chambre était composée de Bernard BLERO, président de chambre, Géraldine ROSOUX et Dimitri YERNAULT, conseillers d'État, Christian BEHRENDT, assesseur, et Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, greffier.

Le rapport a été présenté par Benoît LAGASSE, auditeur adjoint.

La concordance entre la version française et la version néerlandaise de l'avis a été vérifiée sous le contrôle de Géraldine ROSOUX.

L'avis, dont le texte suit, a été donné le 11 mai 2026.

*

Op 5 mei 2026 is de Raad van State, afdeling Wetgeving, door de Vice-eersteminister en Minister van Sociale Zaken en Volksgezondheid, belast met Armoedebestrijding verzocht binnen een termijn van vijf werkdagen een advies te verstrekken over een ontwerp van koninklijk besluit 'tot wijziging van bepaalde bepalingen inzake de procedure voor de medische evaluatie van de arbeidsgeschiktheid van de ambtenaren van sommige overheidsdiensten'.

Het ontwerp is door de vierde kamer onderzocht op 11 mei 2026. De kamer was samengesteld uit Bernard BLERO, kamervoorzitter, Géraldine ROSOUX en Dimitri YERNAULT, staatsraden, Christian BEHRENDT, assessor, en Anne-Catherine VAN GEERSDAELE, griffier.

Het verslag is uitgebracht door Benoît LAGASSE, adjunct-auditeur.

De overeenstemming tussen de Franse en de Nederlandse tekst van het advies is nagezien onder toezicht van Géraldine ROSOUX.

Het advies, waarvan de tekst hierna volgt, is gegeven op 11 mei 2026.

*

Suivant l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, la demande d'avis doit spécialement indiquer les motifs qui en justifient le caractère urgent.

La lettre s'exprime en ces termes :

« L'urgence est motivée par la nécessité de permettre l'exécution, dès son entrée en vigueur, de l'article 94, 1^o, de la loi portant réforme des pensions. En effet, l'entrée en vigueur de cette disposition est prévue au 1^{er} juin 2026 (voir annexe 9). Dès lors, le recours à un autre délai de traitement n'aurait pas permis de faire coïncider l'entrée en vigueur du présent projet d'arrêté royal avec celle de la loi précitée, ce qui compromettrait l'application effective et immédiate de la disposition législative concernée. Il est également important de renforcer rapidement la responsabilisation des employeurs publics dont les agents ont épuisé leur capital de jours de maladie ».

RECEVABILITÉ

Interrogé sur la question de savoir si la loi « portant réforme des pensions » et, en particulier, son article 94, 1^o, mentionné dans la lettre de demande d'avis, ont été adoptés en séance plénière de la Chambre des représentants, le délégué a indiqué :

« La loi portant réforme des pensions a été approuvée récemment par la Commission des affaires sociales. D'après le site de la Chambre, la loi portant réforme des pensions est prévue pour la séance plénière du 12 mai 2026 : https://www.lachambre.be/doc/AGPL/pdf/56/56K2620_00F.pdf [...] ».

Étant donné que la motivation de l'urgence repose sur le postulat suivant lequel l'article 94, 1^o, de la loi « portant réforme des pensions » a été adopté, ce qui n'est pas le cas, il y a lieu de considérer que, en ce qu'elle se fonde sur la nécessité de permettre l'exécution, dès son entrée en vigueur, de l'article 94, 1^o, de la loi « portant réforme des pensions », la demande d'avis est prématurée¹. On ne peut en effet préjuger, ni de l'adoption du projet de loi en question, ni, en cas d'adoption, de sa rédaction et de sa portée définitives².

¹ Voir l'avis 71.884/1 donné le 18 juillet 2022 sur un projet devenu l'arrêté royal du 30 octobre 2022 'modifiant l'arrêté royal du 2 septembre 2018 portant exécution de la loi du 9 mai 2018 relative à l'occupation de ressortissants étrangers se trouvant dans une situation particulière de séjour', dans lequel la section de législation a considéré : « Pour justifier le caractère urgent de la demande d'avis, il ne peut en tout état de cause suffire de viser le projet de loi 'modifiant la loi du 15 décembre 1980 sur l'accès au territoire, le séjour, l'établissement et l'éloignement des étrangers en ce qui concerne les chercheurs, stagiaires et volontaires'. Dès lors que le projet anticipe, sur le fond, le projet de loi susmentionné, qui n'a pas encore été adopté par la Chambre, mais auquel il est fait référence tant dans le préambule que dans les deux dispositions en projet, il semble même qu'il faille plutôt le considérer comme prématuré ». Comparer avec l'avis 74.489/1 donné le 9 octobre 2023 sur un projet devenu l'arrêté royal du 17 décembre 2023 'modifiant l'arrêté royal du 25 novembre 1991 portant réglementation du chômage, en ce qui concerne le montant de l'allocation de chômage temporaire' et l'avis 64.486/4 donné le 26 novembre 2018 sur une proposition de décret de la Région wallonne « relatif au subventionnement de l'emploi auprès de certains employeurs de l'enseignement et du secteur non-marchand dans les matières culturelles et personnalisables », *Doc. parl.*, Parl. w., 2018-2019, n^o 1191/1, pp. 2-3.

² Voir l'avis 64.486/4.

Il y a par ailleurs lieu de rappeler qu'il est de jurisprudence constante que la nécessité, du point de vue de son auteur, qu'il y aurait à adopter un projet et à l'adopter rapidement ne suffit pas à elle seule à justifier qu'il faille nécessairement recourir à la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 3^o, des lois 'sur le Conseil d'État', coordonnées le 12 janvier 1973, sans pouvoir recourir à la procédure visée à l'article 84, § 1^{er}, alinéa 1^{er}, 2^o, de ces lois coordonnées³.

Par conséquent, la demande d'avis est irrecevable.

*

³ Voir notamment l'avis 77.598/4 donné le 1^{er} avril 2025 sur un projet devenu l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 18 avril 2025 'modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'audiovisuel et des organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII, en ce qui concerne la statutarisation, et abrogeant la disposition transitoire de l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 7 mars 2024 modifiant l'arrêté du Gouvernement de la Communauté française du 15 avril 2014 relatif aux conditions d'engagement et à la situation administrative et pécuniaire des membres du personnel contractuel des Services du Gouvernement de la Communauté française, du Conseil supérieur de l'Audiovisuel et des Organismes d'intérêt public qui relèvent du Comité de Secteur XVII'.

Volgens artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten ‘op de Raad van State’, gecoördineerd op 12 januari 1973, moeten in de adviesaanvraag in het bijzonder de redenen worden opgegeven tot staving van het spoedeisende karakter ervan.

In het onderhavige geval luidt de motivering in de brief met de adviesaanvraag als volgt:

“L’urgence est motivée par la nécessité de permettre l’exécution, dès son entrée en vigueur, de l’article 94, 1°, de la loi portant réforme des pensions. En effet, l’entrée en vigueur de cette disposition est prévue au 1^{er} juin 2026 (voir annexe 9). Dès lors, le recours à un autre délai de traitement n’aurait pas permis de faire coïncider l’entrée en vigueur du présent projet d’arrêté royal avec celle de la loi précitée, ce qui compromettrait l’application effective et immédiate de la disposition législative concernée. Il est également important de renforcer rapidement la responsabilisation des employeurs publics dont les agents ont épuisé leur capital de jours de maladie.”

ONTVANKELIJKHEID

Op de vraag of de wet ‘houdende de pensioenhervorming’ en in het bijzonder artikel 94, 1°, ervan, dat in de brief met de adviesaanvraag wordt vermeld, in de plenaire vergadering van de Kamer van volksvertegenwoordigers aangenomen zijn, heeft de gemachtigde het volgende geantwoord:

“La loi portant réforme des pensions a été approuvée récemment par la Commission des affaires sociales. D’après le site de la Chambre, la loi portant réforme des pensions est prévue pour la séance plénière du 12 mai 2026: https://www.lachambre.be/doc/AGPL/pdf/56/56K2620_00F.pdf (...).”

Aangezien de motivering van de spoedeisendheid berust op de hypothese dat artikel 94, 1°, van de wet ‘houdende de pensioenhervorming’ aangenomen is, wat niet het geval is, dient te worden geoordeeld dat de adviesaanvraag voorbarig is in zoverre ze steunt op de noodzaak om de uitvoering van artikel 94, 1°, van de wet ‘houdende de pensioenhervorming’ mogelijk te maken zodra het in werking treedt.¹ Men mag immers niet vooruitlopen op de aanneming van het

¹ Zie advies 71.884/1 van 18 juli 2022 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 30 oktober 2022 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 2 september 2018 houdende de uitvoering van de wet van 9 mei 2018 betreffende de tewerkstelling van buitenlandse onderdanen die zich in een specifieke verblijfssituatie bevinden’, waarin de afdeling Wetgeving het volgende gesteld heeft: “Voor de verantwoording van het spoedeisende karakter van de adviesaanvraag kan alleszins niet worden volstaan met te verwijzen naar het ontwerp van wet ‘tot wijziging van de wet van 15 december 1980 betreffende de toegang tot het grondgebied, het verblijf, de vestiging en de verwijdering van vreemdelingen, wat betreft de onderzoekers, stagiairs en vrijwilligers’. Aangezien het ontwerp inhoudelijk vooruitloopt op voormeld wetsontwerp, dat nog niet is aangenomen in de Kamer, maar waarnaar zowel in de aanhef als in de beide ontworpen bepalingen wordt verwezen, lijkt het zelfs veeleer als voorbarig te kunnen worden beschouwd.” Vergelijk met advies 74.489/1 van 9 oktober 2023 over een ontwerp dat geleid heeft tot het koninklijk besluit van 17 december 2023 ‘tot wijziging van het koninklijk besluit van 25 november 1991 houdende de werkloosheidsreglementering, wat betreft het bedrag van de tijdelijke werkloosheidsuitkering’ en advies 64.486/4 van 26 november 2018 over een voorstel van decreet van het Waals Gewest ‘relatif au subventionnement de l’emploi auprès de certains employeurs de l’enseignement et du secteur non-marchand dans les matières culturelles et personnalisables’, *Parl.St.* W. Parl. 2018-19, nr. 1191/1, 2-3.

ontwerp van wet in kwestie, noch, ingeval het wordt aangenomen, op de definitieve redactie en strekking ervan.²

Bovendien is het vaste adviespraktijk dat de noodzaak die volgens de steller van een ontwerp zou bestaan om dat ontwerp aan te nemen, en om het spoedig aan te nemen, op zich niet volstaat om aan te tonen dat absoluut een beroep dient te worden gedaan op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 3°, van de wetten 'op de Raad van State', gecoördineerd op 12 januari 1973, en dat geen beroep kan worden gedaan op de procedure bedoeld in artikel 84, § 1, eerste lid, 2°, van die gecoördineerde wetten.³

De adviesaanvraag is bijgevolg onontvankelijk.

LE GREFFIER – DE GRIFFIER

LE PRÉSIDENT – DE VOORZITTER

Anne-Catherine VAN GEERSDAELE

Bernard BLERO

² Zie advies 64.486/4.

³ Zie inzonderheid advies 77.598/4 van 1 april 2025 over een ontwerp dat geleid heeft tot het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 18 april 2025 'tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de audiovisuele sector en de instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren, wat de statutarisering betreft, en tot opheffing van de overgangsbepaling van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 7 maart 2024 tot wijziging van het besluit van de Regering van de Franse Gemeenschap van 15 april 2014 betreffende de voorwaarden voor de werving en de administratieve en geldelijke toestand van het contractueel personeel van de Diensten van de Regering van de Franse Gemeenschap, de Hoge Raad voor de Audiovisuele Sector en de Instellingen van openbaar nut die onder het Comité van Sector XVII ressorteren'.